

## **Tsunami : quand un séisme peut en cacher quelques autres**

JEAN-PAUL DELÉAGE

**L'unanimité fut troublante** : médias, gouvernements, organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont salué les morts, probablement plus de 300 000, et appelé à l'aide pour les survivants, des millions et des millions de sans-abri du tsunami qui a frappé l'Asie méridionale, le 26 décembre 2004.

### **Les fauves pleurnichards<sup>[1]</sup>**

Il était en effet tellement facile de se saisir de l'opportunité d'unir l'humanité multicolore dans un grand élan commun de générosité mondiale et le même hommage aux victimes d'une catastrophe d'origine géophysique : touristes aisés affluant des pays riches et familles misérables survivant dans les peines quotidiennes de leurs habitats bidonvilles ; les uns et les autres n'étaient-ils pas après tout les victimes expiatoires des fureurs de la terre. Symbole mensonger d'unité politique d'un monde humain qui ne fut jamais si déchiré et inégalitaire dans sa propre histoire.

Et ils ne furent en effet jamais aussi nombreux à compatir, à donner quelque argent, en particulier parmi les plus modestes<sup>[2]</sup>, tout simplement humains sensibles à la misère du monde, bouleversés par les morts de l'océan Indien. Alors qu'il s'agit des ruines d'une forme moderne de développement dont le motif est simple : le boom du tourisme tropical de masse lié aux attraits du climat, à des transports aériens à des prix accessibles, aux coûts scandaleusement bas de la main-d'œuvre locale, à la corruption des pouvoirs locaux par les profits de la spéculation immobilière. Sans oublier bien sûr ceux du tourisme sexuel qui représentent un tiers des bénéfices du tourisme, assumés sans fard par les agences de voyage et les pouvoirs publics des pays occidentaux et leurs agents locaux<sup>[3]</sup>.

[1] L'expression est de Rosa Luxemburg dans le commentaire qu'elle publia dans la *Leipziger Volkzeitung* du 15 mai 1902 à la suite de l'éruption de la montagne Pelée qui détruisit la ville de Saint-Pierre à la Martinique le 8 mai de cette même année. Cet article est publié dans *Le Monde Diplomatique* de février 2005

[2] « Vague de générosité sans précédent des petites gens » titre le *Courrier International* du 20 au 26 janvier 2005 à propos des manifestations de solidarité extraordinaires observées en Indonésie.

[3] C'est durant la guerre du Vietnam que la prostitution des femmes et des enfants est devenue une industrie en Thaïlande, ce pays servant de base arrière à l'armée américaine. La Thaïlande est depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle la première destination au monde pour le tourisme sexuel. Le forum social de Porto Alegre de février 2005 s'est employé à dénoncer ces abus sexuels commis sur des enfants.

### **La ruée planétaire**

C'est évidemment une catastrophe naturelle qui a été le révélateur d'un moment historique nouveau de notre écologie-monde : la misère des uns, soit la grande masse des populations locales, avait incité les autres, qui appartiennent à la minorité qui vit dans la ceinture dorée du monde à aller paresser dans ces paysages de choix pour les agences de voyage d'Occident. Sa transcription médiatique est révélatrice. Certes, il est vrai que la putréfaction des corps de blancs comme ceux des victimes indigènes, tous également frappés par la vague meurtrière et cachés à la hâte sous des alignements de misérables bâches censées les protéger du soleil des tropiques, ont suscité le même désespoir chez les proches des uns et des autres et doivent provoquer une commune affliction face à la mort. Mais cette vérité humaine ne rend-elle pas plus indécent encore le lamento des bons petits soldats du bronzage survivant et pleurant la perte de leur caméscope et que les médias occidentaux ont mêlé sans honte au désespoir de ceux qui ont tout perdu, et en particulier les misérables moyens de leur survie au jour le jour.

C'est en ce sens qu'est totalement justifié le titre qu'a choisi Jean Chesneaux pour le bloc-notes qu'il livre chaque mois au mensuel italien *Il Manifesto* ; « *Le maremotto* de l'océan Indien : un moment planétaire<sup>[4]</sup> ». Oui, en effet, la catastrophe d'Asie du Sud représente un moment planétaire de la vérité de notre monde, déchiré par une fracture sociale d'une ampleur sans précédent historique. Il a fallu, hélas, la mort de ces touristes occidentaux, exhibée *ad nauseum*, pour qu'il soit aussi question de la misère de masse dans la région balayée par le tsunami ; et, « *hommage du vice à la vertu*<sup>[5]</sup> », pour que nos médias braquent leurs caméras avec une insistance suspecte sur la réalité sociale désastreuse de ces contrées paradisiaques selon la pub de nos agences de publicité. De ces premiers constats, on peut d'ores et déjà formuler plusieurs exigences scientifiques et politiques pour l'immédiat.

### **Poursuivre sans relâche la recherche fondamentale**

Il est 0h58 en temps universel, 7h58 en temps local lorsqu'une secousse est détectée par le bureau de météorologie et de géophysique de Djakarta dans l'île de Java, mais faute d'un réseau de surveillance et d'alerte local, le responsable de garde de cette station ne peut transmettre l'alerte aux populations côtières. Pour sa part, le centre d'alerte des tsunamis à Hawaï avait, en quelques minutes, localisé l'épicentre du séisme au large de Sumatra, estimé précisément sa

[4] Jean Chesneaux, // *Manifesto*, janvier 2005.

[5] *Ibid.*

magnitude et annoncé la probabilité élevée d'un tsunami. Certes les côtes les plus proches de l'épicentre avaient déjà été touchées. Mais les autres, situées sur l'océan Indien, ne disposaient d'aucun relais d'information jusque sur les plages et ce, plusieurs heures avant l'arrivée de la vague gigantesque.

Un bloc de l'enveloppe de la lithosphère appartenant à la plaque indo-australienne vient de s'encaster de 15 mètres sous la section birmane de la plaque eurasiatique, provoquant un séisme d'amplitude 9 sur l'échelle de Richter. L'élévation locale du plancher marin soulève soudain la mer sous la forme d'un dôme qui se propage sous la forme de deux paquets d'ondes liquides qui filent à plus de 600 kilomètres par heure. De plus en plus comprimées par la diminution des profondeurs à l'approche des côtes, les vagues y arrivent comme de véritables murs d'eau de 10 à 15 mètres de hauteur. Le retour rapide à un équilibre géologique précaire ne sera suivi que des années plus tard par de nouvelles formes de stabilité écologique. Tous ces éléments de connaissance scientifique sont donc aujourd'hui connus des spécialistes. Mais bien différente de celle des spécialistes et très variable est la connaissance qu'en ont les peuples du monde. Quant aux scientifiques eux-mêmes, ils soulignent les limites de leur propre savoir. « *Tsunami ; je savais tout, je ne savais rien* ». C'est par cette formule lapidaire que Paul Tapponnier<sup>[6]</sup> résume l'état actuel des connaissances en matière de géophysique interne, des savoirs « de premier ordre », en première approximation en quelque sorte. Savoirs qu'il faut affiner par des recherches approfondies comme celles qui ont permis à Kerry Sieh, professeur au *California Institute of Technology*, de préciser la taille et l'impact des deux séismes géants de 1833 et de 1861 sur l'île de Sumatra et, plus au large et mieux encore, « *de reconstituer la taille et l'histoire de séismes plus anciens, étape essentielle dans la compréhension de séismes futurs* » écrit encore Paul Tapponnier qui poursuit : « *au centre de Sumatra, la recherche fondamentale avait donc porté ses fruits. On savait à quoi s'attendre [...]. On ne savait rien hélas quelques centaines de kilomètres au nord* », notamment pour la province aujourd'hui sinistrée d'Atjeh, ni au Sri Lanka. Dans ces deux régions, guerre civile et guérilla interdisaient pratiquement toute recherche depuis vingt ans, d'où en partie l'étendue du désastre. Si, une demi-heure après le séisme, tout était consommé à Banda Atjeh, il n'était pas encore trop tard à Pluket, et encore moins au Sri Lanka et dans le Tamil Nadu. Il eut fallu un système plus performant encore que dans le Pacifique, s'appuyant sur une amélioration des connaissances acquises par la recherche fondamentale, elle-même aiguillonnée par les techniques de pointe de l'observation. Tâche d'ampleur planétaire qui

[6] Paul Tapponnier, directeur du laboratoire de tectonique à l'Institut de physique du globe de Paris, *Le Monde*, 5 janvier 2005.

permettrait de mesurer les variations de «deuxième ordre» des mouvements tectoniques et de la sismicité, qui ne peut se concevoir qu'à l'échelle des siècles, «*car nous ne pouvons ignorer que d'autres cataclysmes sismiques encore plus graves – nous sommes de plus en plus nombreux – frapperont l'humanité avant la fin de ce siècle*<sup>[7]</sup>».

### **Pour prévenir, il faut éduquer**

Si l'on peut penser en effet que les progrès des connaissances scientifiques et des savoir-faire techniques sont aujourd'hui suffisants pour faire face aux risques majeurs liés aux colères de la terre, cela n'est concevable que si elles sont intégrées à un gigantesque système de prévention. Un tel système, en alerte permanente, aurait sans doute permis de sauver des dizaines de milliers de vie en Asie du Sud et d'atténuer le terrible bilan de la catastrophe du 26 décembre 2004. Il ne s'agit pas d'opposer pour autant recherche fondamentale et prévention des risques, mais tout au contraire de les mieux combiner par une éducation de base, comme le prouve le travail pédagogique entrepris «*par Kerry Sieh auprès des habitants de la côte ouest de Sumatra, près de l'équateur et plus au sud, à force d'affiches et de conférences, au niveau local et régional*<sup>[8]</sup>». Certains cependant mettent plus volontiers l'accent sur l'importance d'un réseau d'alerte efficace.

Un tel réseau d'alerte n'existe à ce jour que dans le Pacifique, avec la capacité de relayer l'information vers les stations nationales qui la répercutent localement. Ainsi, «*le Japon a installé dans ce but des haut-parleurs géants sur ses côtes*» souligne Badaoui Bouhban<sup>[9]</sup> qui ajoute : «*Nous plaillons pour mettre en place un tel système d'alerte dans l'océan Indien.*» La généralisation de tels systèmes, fondant la prévention sur l'éducation, est d'autant plus importante qu'il y a en moyenne une vingtaine de tsunamis par siècle. Raul Madriaga, spécialiste des failles de l'océan Indien et directeur du laboratoire de géologie à l'École normale supérieure de Paris, précise que «*plus qu'un problème de construction ou d'alarme, la prévention du risque de tsunami passe surtout par l'éducation, la sensibilisation des gens*<sup>[10]</sup>». Walter Dudley, professeur de géologie océanographique à l'université de Hawaï à Manoa, soutient dans des termes analogues que «*tous les modèles, tous les systèmes d'alerte [...], tout cela est inutile si l'opinion publique n'est pas constamment informée de l'existence de la menace, de sa nature et des mesures qu'il faut prendre pour ne pas y succomber*<sup>[11]</sup>». Pour Frank Gonzalez, océanographe au *Pacific Environmental Laboratory* de Seattle, le fonctionnement d'un tel méga-

[7] *Ibid.*

[8] *Ibid.*

[9] Badaoui Bouhban est chef de la prévention des catastrophes à la Commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco.

[10] *Sciences et Avenir*, février 2005, p. 15.

[11] *Courrier International* du 6 au 12 janvier 2005.

système est inconcevable sans la présence de spécialistes 24 heures sur 24 afin d'assurer à tout instant l'information nécessaire à une prévention sérieuse, avec une intégration gigantesque de moyens dont les ONG, malgré les capacités de mobilisation remarquables dont elles ont su faire preuve, s'avèrent, en toute lucidité, bien incapables<sup>[12]</sup>.

### **Subvertir un cadre politique cynique et invalidant**

Certes, les moyens rassemblés par les simples gens grâce aux ONG ont révélé la capacité du « peuple de la Terre »<sup>[13]</sup> dans son ensemble, à prendre en charge des actions communes de solidarité quand certains des siens criaient détresse<sup>[14]</sup>. Mais il est tout aussi clair que la mobilisation des besoins financiers que vont exiger les politiques scientifiques, les réseaux de prévention et surtout la construction d'infrastructures durables pour les peuples sinistrés sont à la mesure des seuls États les plus puissants. Or dans ce monde, chacun joue son propre jeu. Nous ne devons jamais oublier l'aumône que le Président Bush avait cyniquement proposée au lendemain du tsunami, avec son insupportable désinvolture de maître de l'axe du Bien : 35 millions de dollars, très vite décuplés d'ailleurs en 350 millions tout aussi dérisoires. L'Union européenne avait quant à elle, osé l'idée, mais l'idée seulement, d'une « Force internationale d'urgence », compétente, dans le cadre onusien, en cas de catastrophes naturelles.

Que cette catastrophe reste à jamais gravée dans notre mémoire, toujours trop courte, de même que celle des débordements meurtriers des fleuves d'Asie, celle des dizaines de milliers de victimes de séismes (80 000 morts en 2004 à Bam dans le sud de l'Iran), celle des 10 000 morts et des millions de sans-abri du cyclone Mitch qui en 1998 balaya l'Amérique centrale<sup>[15]</sup>. Que reste aussi gravés dans notre mémoire les crimes politiques et en particulier le souvenir des 500 000 communistes indonésiens massacrés il y a tout juste quarante ans avec la complicité active des agents de la CIA<sup>[16]</sup> ! Que toutes ces catastrophes si peu naturelles nous rappellent sans cesse que les plus pauvres ne doivent plus être d'éternelles victimes en s'installant dans les zones à risques, rivages des océans poissonneux ou sols fertiles des flancs montagneux des volcans. Les constructions destinées aux populations en danger doivent être construites selon des règles strictes de durabilité, et non suivant les dogmes de rentabilité des institutions financières internationales.

Jamais ces dernières n'ont accepté l'annulation de la dette des pays sinistrés, mais ont en revanche toujours renforcé les politiques meur-

[12] Voir le dossier « Les limites de l'humanitaire », le *Courrier International* du 20 au 26 janvier 2005.

[13] L'expression est de Jean Chesneaux.

[14] En France, 48% des habitants ont contribué à l'aide aux victimes, pour un montant 4 fois supérieur à celui de l'État !

[15] La plupart de ces chiffres sont extraits de deux articles, « La mort aime bien les pauvres » et « Les catastrophes, miroir brisé des sociétés » paru dans *Le Monde Diplomatique*, février 2005.

[16] Frédéric Durand, *La jungle, la nation et le marché. Chronique indonésienne*, l'Atalante, Nantes, 2001.

trières d'ajustement structurel. Comble du cynisme, moins de deux semaines après le tsunami, les experts financiers restaient optimistes. Car, après tout, le secteur de la construction allait se refaire une santé dans la reconstruction après le déluge. Y compris dans celle de bordels. Même les plus misérables en tireraient avantage, puisque la prostitution était l'une de leurs ressources essentielles ! Depuis le tsunami, des dizaines de milliers de familles de pêcheurs ont perdu leur gagne-pain. Déjà, beaucoup de Sri-Lankais ont pris le chemin des États pétroliers du Golfe ; leurs employeurs potentiels sauront bien entendu en profiter pour faire baisser les salaires de la main-d'œuvre immigrée. Grands pédagogues, les experts occidentaux ont de surcroît trouvé un excellent argument pour rogner encore l'aide publique misérable destinée aux Africains : il existe sur terre des peuples plus pauvres que vous, en Asie du Sud notamment, alors vous devez accepter de serrer plus encore votre ceinture<sup>[17]</sup> !

C'est donc bien toujours au problème de la subversion du cadre du capitalisme mondialisé et de son cynisme invalidant qu'est confronté le peuple de la Terre. Et, en ces temps angoissants de déréliction de masse de l'océan des pauvres et de risques écologiques planétaires en pleine accélération, nous-mêmes devons reprendre le cri terrible du poète : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

2 avril 2005

[17] D'après Paul Blustein, dans le *Washington Post*, cité par le *Courrier International* du 13 au 19 janvier 2005.